Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Quelques-lecons-du-scrutin-ou

Quelques leçons du scrutin ou "sauve qui peut mon poste"

- Vie politique - Elections régionales -

Date de mise en ligne : samedi 27 mars 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Avec ces régionales, si les français ont donné le coup de pied de l'âne au pouvoir capitaliste symbolisé par le gouvernement Sarkozy, on ne peut pas dire que ce soit avec le bulletin Front de gauche. En l'absence d'une véritable alternative, les suffrages se sont perdus dans des illusions plus ou moins protestataires, depuis le PS jusqu'au Front national en passant par les écolos. Certes, au milieu de cette confusion, il est resté un éclair de lucidité : le renvoi des trotsko-réformistes du NPA-ex-LCR, ceux dont l'objectif est de plumer la volaille communiste, au niveau qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Mais, il ne faudrait surtout pas oublier l'essentiel, à savoir l'abstention. Lors du référendum de 2005, le peuple de France, les travailleurs les plus exploités, les chômeurs, ont dit non de manière parfaitement consciente à cette monstruosité dictatoriale qu'est l'Union européenne. Ce sont les mêmes qui se sont abstenus en 2009 lors des élections européennes. Et les régions, qui n'ont aucune réalité géographique ni historique, ni démocratique sinon d'être la fille de cette Union européenne et de détruire les institutions héritées de la révolution française, ont subi le même rejet. Cela fait maintenant plusieurs années que les milieux populaires cherchent désespérément un parti capable de les représenter, capable de dire la réalité qu'ils subissent, capable d'être au coeur de la lutte des classes, capable de porter le combat contre le capitalisme et l'Union européenne, capable d'affirmer qu'il ne peut y avoir de changement révolutionnaire sans redonner au peuple sa souveraineté aussi bien économique que politique. Ces élections régionales l'ont encore exprimé. D'ailleurs, il suffisait de regarder les professions des candidats sur les documents électoraux pour se rendre compte qu'il ne pouvait en être autrement : il n'y en avait pas un pour représenter les plus exploités (petit rappel : le seul parlementaire classé comme ouvrier est Maxime Gremetz). Un sondage auprès des abstentionnistes nous apprend leurs motivations : 35 % d'entre eux l'ont fait pour exprimer leur mécontentement, 34 % parce qu'ils pensent que cette élection n'aura aucune influence sur leur vie quotidienne et 23 % parce que, pour eux, cela n'aura pas d'impact sur la situation française (ces positions ne s'additionnent pas et peuvent se recouper).

Les contradictions du Front de gauche

Où en est le PCF ? D'un côté, il reste des adhérents, encore communistes, qui espèrent sauver ce qui reste du PCF pour reconstruire cet outil de lutte qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, indispensable pour sortir du bourbier capitaliste dans lequel se trouve le peuple de France. La majorité des adhérents s'est déjà prononcée en 2008 (cf. assemblée nationale des militants) pour le maintien du PCF et continue malgré tout de tenir à bout de bras cette coquille presque vide. De l'autre côté, il y a les dirigeants qui tirent dans l'autre sens.

Eliminons d'emblée les Muppistes de Robert Hue : ils ont fait carpette dès le premier tour devant le PS et ont normalement été récompensés par une petite place bien au chaud dans les amphis régionaux. Personnellement, il me semble difficile de les compter comme élus communistes : quelles positions pourront-ils défendre à part continuer à se coucher devant le PS ? D'ailleurs, pour la plupart, ils ont exprimé publiquement leur rejet de la structure communiste potentielle qu'est encore quelque part le PCF (sinon les liquidateurs ne seraient peut-être pas si nombreux à vouloir lui donner le coup de grâce...). Il est d'ailleurs étonnant que certains fassent encore partie de la direction du PCF ; mais on comprend pourquoi lorsqu'on sait que cette dernière n'hésite pas à exclure comme des malpropres d'authentiques communistes (encore récemment avec la section des 1er et 2ème ardt. de Paris).

Profitons de l'occasion pour nous interroger sur l'interprétation du rôle politique des conseils régionaux par ceux qui se réclament du PCF. Comme c'est le cas dans le Rhône, les candidats PCF du Front de gauche sont des sortants. D'ailleurs, plusieurs réunions ont eu lieu pour nous expliquer combien leur bilan était mirifique. Ils ont même sorti un journal pour nous détailler ce bilan. Je cherche encore en vain ce qu'ils ont bien pu apporter, hormis leur participation active à la casse des services publics nationaux comme c'est le rôle dévolu aux régions dans la stratégie du capitalisme. N'est-ce pas Huchon, président de la région Ile-de-France, qui écrit que le seul territoire capable de rompre l'unicité de la loi (c-à-d son caractère national et égal pour tous), c'est la région. Mais alors, si ce bilan était aussi merveilleux, pourquoi ne pas repartir avec le PS dès le 1er tour ? La tactique politique adoptée avec le Front de gauche est certainement au coeur d'une contradiction que la direction a choisi d'affronter malgré le risque. D'une part, les militants sont le principal écueil qui a empêché la reconduction de telles listes d'union au 1er tour ; car pour

Copyright © Le Vénissian

la plupart, il devenait invivable de continuer cette mascarade avec le PS, cette embrassade mortelle qui perdure depuis le programme commun. Mais à contrario, les objectifs cachés du Front de gauche ouvrent, pour la direction, des possibilités de liquidation que les collectifs antilibéraux ont échoué à réaliser. Comment expliquer autrement ce nom vide de sens "Front de gauche", cette alliance vide de contenu transformateur (Mélenchon proposant même à Cohn-Bendit de se rallier à son panache peu reluisant) et ces alliés fantomatiques portés aux nues comme des interlocuteurs de premier plan (une ex micro-tendance minoritaire de l'ex-LCR + un agglomérat groupusculaire hétéroclite issu du PS, sans programme et mené par un aventurier) ?

Et c'est cette contradiction que l'on a vu à l'oeuvre à l'occasion de ce scrutin. Dans certains départements ou régions, lorsque les militants communistes authentiques étaient encore maîtres de leur expression propre, voire de leur organisation, ils ont pu s'exprimer, se renforcer. Et ils l'ont même fait parfois hors du cadre étriqué du Front de gauche, en faisant des listes de large rassemblement dirigée par un communiste, comme par exemple en Nord-Pas-de-Calais ou en Limousin.

Piètres résultats

Au bilan, la stratégie est tout d'abord mathématiquement perdante : si l'on se base sur le critère électoraliste de la direction nationale, il y a moins d'élus qu'en 2004 alors que le Front de gauche devait soi-disant permettre d'en gagner et de rassembler bien au-delà des forces communistes. Dans certaines régions comme en Aquitaine, les militants sont communistes, le financement de la campagne est PCF, les voix sont celles du PCF et le résultat est de deux élus ex-PS sur trois. Comme rempart au réformisme, le Front de gauche se pose là. Sur le plan véritablement politique, ce regroupement politicien, sans lien avec les luttes, n'apporte aucune dynamique, sinon celle de promotionner un peu plus le réformisme au détriment des communistes. Une analyse rapide montre que les régions conduites par une tête de liste non PCF ne font pas progresser plus particulièrement les scores. Cela confirme bien le vide de ce machin, le Front de gauche. Car, pour en revenir au début de cette analyse, le véritable fond du problème est sociologique. Il y a effondrement continue du PCF, voire stagnation, dans ses "bastions", là où sont les milieux populaires, les couches de la société les plus exploités. Et la question de fond est celle-ci : pourquoi ceux qui devraient avoir le plus de raison de voter communiste, s'y refusent ?

Prenons quelques exemples pour illustrer cela. En Auvergne, le meilleur score du Front de gauche, la progression provient essentiellement du Puy-de-Dôme (+ 11,2%) où la tête de liste, André Chassaigne, est député communiste. Qui plus est, localement, la liste a bénéficié d'affrontements au sein de la fédération du PS, Charasse ayant appelé à voter Front de gauche. Par contre, dans l'Allier, département de l'Auvergne à implantation historique du PCF, il y a stagnation. En Seine-Saint-Denis, le département où les "refondateurs" se sont évertués depuis 25 ans, comme le clame ouvertement Braouezec, à détruire le PCF, l'effondrement est significatif : - 20 646 voix, soient - 3%. Dans la ville de MG Buffet, Le Blanc Mesnil, le Front de gauche passe de 3362 voix à 1766 (- 7%) sur 2004. Dans le Rhône, la tête de liste du PCF qui devait être tête de liste de Rhône-Alpes si la direction nationale n'avait pas imposé une ex-PS, est 1ère adjointe à Vaulx-en-Velin ; son score est sans appel : avec 13,4%, elle réussit le tour de force de faire moins bien qu'aux européennes et moins que le Front national... Par contre, à Lyon, la ville que le maire PS, Gérard Collomb, vide manu militari de ses quartiers populaires avec l'aide d'un adjoint... PCF, le Front de gauche progresse légèrement par rapport aux européennes (+ 0,84%). Mais, la progression la plus forte est réalisée dans le 4ème arrondissement, + 1,65%, quartier "bobo" où les verts réalisent depuis longtemps leur plus gros score et où il est arrivé que les "décroissants" passent la barre des 10%.

Sans aucune honte, à visage découvert

La fausse indépendance vis-à-vis du PS n'aura pas duré longtemps : dès le premier tour fini, c'est un retour à grande vitesse dans le giron du PS auquel on a assisté. Exit les grandes envolées de Mélenchon et de la direction du PCF jurant qu'il n'y aurait pas d'accord sans position ferme sur la politique à mener. Tout le monde s'est bousculé la

Copyright © Le Vénissian

queue entre les jambes à la porte du PS pour accepter tout et n'importe quoi contre quelques postes sonnant et trébuchant. Ce double jeu a produit des situations vraiment ridicules, faites de magouilles, de tripatouillages malsains, ce que l'on appelle la politique politicienne. Qu'il nous soit permis d'en rire, même si cela relève d'une situation tragique pour le PCF, amenant à des lendemains qui déchantent. C'est d'abord le dénommé Dartigolles, le porte-document de MG Buffet, à qui on avait dit que la douzième place était éligible alors que les électeurs se sont stupidement arrêtés à onze... Le pauvre est allé pleurnicher dans les jupes du PS pour que quelqu'un de la liste démissionne, sans grand succès. En Ile-de-France, le dénommé Bessac, l'exécuteur de la fédération de Paris, qui en est au ixième camarade exclu et à la énième section liquidée, a du se rabattre sur la Seine-Saint-Denis pour trouver une position éligible. En Rhône-Alpes, c'est un prospecteur professionnel de strapontins qui après avoir quitté le Rhône pour la Savoie, s'est finalement retrouvé en position éligible dans... la Loire ! sans compter tel autre transfuge du Rhône vers l'Isère... La palme est finalement revenue à la Picardie où le Front de gauche qui a joué la division des communistes, a finalement été méprisé par le PS ; la tête de liste du Front de gauche, dépité, s'est alors lâchée devant la presse : "nous pensions avoir trois sièges". Pourtant "nous avons aidé le Parti socialiste en empêchant Maxime Gremetz de faire plus de 10%"... (lu dans le Courrier Picard et le Nouvel Obs).

Finalement, ce que nous apprend donc le Front de gauche, c'est qu'il s'agit d'un regroupement politicien au sommet, d'une impasse politique pour les communistes qui ne se posent plus les bonnes questions vis-à-vis de la lutte des classes et d'un nouveau marchepied vers le réformisme.

Devant cette opération concoctée par la direction nationale du PCF en vue de sa liquidation définitive, on se prend à rêver d'un parti communiste bien campé sur ses appuis révolutionnaires, comme en Grèce, où le KKE est capable d'organiser véritablement la résistance à la surexploitation capitaliste, contrairement aux amis de MG Buffet, ceux du Synaspismos, membres du PGE, qui ont déjà courbé l'échine devant les mesures du PASOK destinées à serrer la ceinture des travailleurs.

Pascal Brula

Copyright © Le Vénissian